



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

L'épidémie de coronavirus poussera-t-elle la Biélorussie, dernière dictature européenne, à se tourner davantage vers l'Europe ?

Frédéric Crahay
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Avril 2020

Depuis le début de l'épidémie de coronavirus, la Fédération biélorusse de football a signé dix nouveaux accords sur les droits de diffusion avec des pays allant de l'Inde à Israël. Ce sport connaît actuellement une popularité sans précédent dans le pays. Pour reprendre les mots du journaliste anglais Samuel Stolton : « Torse nu et plein d'entrain, les fans dégagent leurs lourdes mâchoires et chantent des hymnes d'espoir et de gloire aux dieux du football. Partout sur le continent à cette heure, ce sont les seuls supporters à avoir la liberté de le faire. Dans le récit de la crise actuelle, les plus "libres" sont ceux qui vivent dans la dernière dictature d'Europe. »¹ Hormis ces éléments qui relèvent plus de la communication politique que de sport, ce qui se joue aujourd'hui dans ce pays si hermétique pourrait avoir des conséquences géopolitiques inattendues.

La Biélorussie (ou Belarus) se trouve aux frontières orientales de l'Europe, enclavée par la Lituanie et la Lettonie au nord-ouest, la Russie au nord-est, la Pologne à l'ouest et l'Ukraine au sud. Cette république présidentielle, dont Alexandre Loukachenko est le chef d'État depuis 1994, compte près de 10 millions d'habitants. Depuis cette date, l'intégrité électorale n'a pas satisfait aux normes internationales et l'opposition politique a été violemment réprimée. Le pays a le pire classement de l'indice de démocratie en Europe². Dans le 2019 *Press Freedom Index*, Reporters sans frontières a déclaré que « les journalistes et blogueurs critiques sont menacés et arrêtés, les principaux sites d'information sont bloqués et l'accès à l'information est restreint. » La Biélorussie est également le dernier pays d'Europe à maintenir la peine capitale. La méthode employée : une balle tirée à bout portant dans la nuque du condamné avec un pistolet soviétique PB-9.

Depuis son indépendance de l'Union soviétique en 1991, les relations entre la Biélorussie et son grand frère russe ont varié au fil des années. Au début des années 1990, la Russie craignait qu'une trop grande ingérence dans les affaires biélorusses ne mette en péril les relations qu'elle essayait de construire avec l'Occident. Cependant, alors que l'OTAN commençait à s'étendre vers l'Est, la Russie s'est retrouvée dans une situation difficile. D'une part, elle était confrontée à une rupture du grand bloc géopolitique qu'elle avait autrefois contrôlé ; d'autre part, elle craignait que l'Occident n'essaie de l'isoler sur la scène européenne en ramassant les morceaux de son ancien empire. Renforcer les relations avec la Biélorussie a dès lors été envisagé avec une

¹ Samuel Stolton, "Coronavirus in Europe's last Dictatorship" in: *The Brussels Times*, 10 avril 2020.

² Voir le classement : https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_d%C3%A9mocratie (consulté le 17 avril 2020).

importance croissante par Moscou. Ce rapprochement, commencé avec la signature de traités de coopération et de libre-échange en 1995, a culminé avec la création de l'Union de la Russie et de la Biélorussie – par la signature d'une série d'accords et de traités entre 1996 et 2000 – qui visait une plus grande intégration, non seulement politique et économique, mais aussi militaire et géostratégique. L'Union de la Russie et de la Biélorussie a depuis connu des hauts et des bas, la poursuite de l'intégration et de l'unification initialement prévue faisant l'objet de toutes sortes de spéculations. Entretemps s'est par ailleurs développée l'Union économique eurasiennne, avec un partenariat beaucoup plus large.

La position géopolitique de la Biélorussie n'est pas sans importance pour la Russie. Le pays occupe une place particulière au sein des pays européens de l'ancien bloc de l'Est. Situé au centre du continent européen, à la frontière de l'Union européenne élargie, cet État d'une superficie relativement modeste n'est pas membre du Conseil de l'Europe. En outre, en 2008, il annonçait son intention de placer des fusées russes contre le bouclier antimissile américain prévu en Pologne et en République tchèque. Le 15 décembre 2008, le Département d'État russe déclarait que l'intégration de l'Union se poursuivrait. Le 3 février 2009, un accord final a été signé selon lequel la Russie et la Biélorussie construiraient bientôt un bouclier antimissile nucléaire commun dans l'ouest du pays pour « défendre l'espace aérien de l'État de l'Union ».

Pour la Russie, la Biélorussie est un pays clé de la Communauté des États indépendants, mais aussi un important État tampon, doté de frontières avec des pays de l'OTAN. Mais les relations entre les deux pays se sont progressivement détériorées. Alors que le pays continue de subir les pressions du Kremlin poussant à l'unification avec la Russie, les Biélorusses se tournent de plus en plus vers Bruxelles afin d'obtenir son soutien. Le régime de Loukachenko cherche manifestement à s'affranchir de l'état de dépendance vis-à-vis de son puissant voisin qui l'a maintenu économiquement en vie jusqu'à nos jours grâce aux prix avantageux des matières premières fournies par la Russie. Minsk n'entend pas avancer dans l'Union de la Russie et de la Biélorussie s'il s'agit d'une annexion pure et simple à l'instar de ce qui s'est passé en Crimée en mars 2014. En décembre dernier, lors d'une rencontre entre Poutine et Loukachenko, des manifestants sont descendus dans les rues de Minsk. Bouleversés par la perspective d'un approfondissement de l'intégration avec la Russie, certains ont brandi des drapeaux de l'UE³. Rappelons que l'Union européenne est le plus grand donateur en Biélorussie. Entre 129 et 158 millions d'euros étaient programmés sur sept ans (2014-2020) dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage (IEV). À la suite de développements « jugés positifs » en 2016, l'UE a substantiellement augmenté son aide financière pour atteindre un montant d'environ 30 millions d'euros par an pour les années suivantes⁴. C'est dans ce contexte que la crise du COVID-19 pourrait potentiellement redistribuer les cartes.

³ Voir : <https://www.letemps.ch/opinions/bielorussie-nest-russie> (consulté le 20 avril 2020).

⁴ Voir pour les chiffres : https://eeas.europa.eu/delegations/belarus/15975/belarus-and-eu_en (consulté le 21 avril 2020).

Le président Loukachenko, refusant des mesures pouvant nuire à l'économie du pays, a qualifié le coronavirus de « psychose » et préconisé la consommation de vodka et le sauna comme remèdes potentiels. Lors d'un récent match de hockey sur glace auquel il participait, il déclarait que le simple fait de faire du sport pouvait aider à lutter contre le virus. « Il vaut mieux vivre debout que de mourir à genoux », a-t-il déclaré⁵. Sa position a suscité l'inquiétude dans la région, amenant le Premier ministre lituanien Saulius Skvernelis à affirmer que cette politique pourrait faire du Belarus un « point chaud incontrôlé » pour le coronavirus. Malgré l'effronterie qui émane du gouvernement biélorusse, l'inquiétude est vive dans le pays en ce qui concerne la progression de l'épidémie. Les gens ont peur de deux choses en particulier : la peur du virus lui-même et, dictature oblige, la peur d'en parler. Des professionnels de la santé et des travailleurs de la santé ont été réprimandés par le gouvernement pour avoir tenté de mettre en évidence la pression que subissent les hôpitaux. Au moment de la rédaction de cette analyse, les rapports indiquent qu'il y a eu un peu moins de 7 281 cas de coronavirus confirmés au Belarus, et 58 décès, des chiffres probablement en deçà de la réalité.

Les journalistes sont également mis sous pression. Sergei Satsuk, le rédacteur en chef de l'agence de presse en ligne *Yezhednevnik*, qui mène des enquêtes sur le système de santé du pays, a été arrêté le 25 mars dernier pour corruption. Dans les jours qui ont précédé son arrestation, il avait critiqué la gestion de la crise par Loukachenko et mis en doute les chiffres du gouvernement détaillant le taux de contraction. L'Association des journalistes de Biélorussie a demandé sa libération immédiate. Malgré les tentatives du gouvernement de ne pas tenir compte de la gravité de l'épidémie, des citoyens de la Biélorussie prennent la responsabilité de porter un masque, des étudiants offrent leur aide aux personnes âgées, des hôpitaux s'adressent aux médias pour demander de la publicité concernant leur lutte. Le journaliste et opposant Franak Viačorka pense qu'en tant qu'homme politique populiste, Loukachenko finira par être contraint d'introduire des mesures de confinement plus strictes pour apaiser ses détracteurs. « Comme de plus en plus de gens meurent, la pression de la société sera énorme. » En quelque sorte, le scénario du Brésil et des États-Unis est plausible également en Biélorussie. Jair Bolsonaro et Donald Trump avaient également affiché leur scepticisme quant à la gravité de la situation, à tel point que ce sont des gouverneurs de provinces brésiliennes et d'États des États-Unis qui ont pris les devants en imposant des mesures afin de ralentir la propagation de l'épidémie.

⁵ Scott Gleeson, "Belarus president plays hockey, says global coronavirus measures are result of global 'psychosis'" in: *USA Today*, 31 mars 2020.

Reste à savoir si le président Loukachenko, qui n'a pas l'habitude d'être véritablement contesté à l'intérieur de son pays, sera ouvert à l'idée de reconsidérer sa politique. De récentes informations en provenance de Bruxelles (de la représentation biélorusse auprès de l'Union européenne) suggèrent que le gouvernement est conscient de la nécessité d'un soutien. Le chef des Affaires étrangères de l'UE a récemment révélé que la Biélorussie avait demandé de l'aide pour soutenir son système de santé et pour faire face à l'impact financier et économique de cette situation. Des démarches qui contrastent avec l'attitude nonchalante de Loukachenko.

L'épidémie de coronavirus pourrait donc avoir des effets inattendus non seulement pour l'avenir du régime le plus autoritaire d'Europe, mais aussi pour les rapports Est-Ouest et l'équilibre européen.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.